



CDEN 3 mars 2016

## «Les raisons de la colère !»

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental,  
Madame l'Inspectrice d'Académie-DASEN, Mesdames, Messieurs,

### Pourquoi la FSU a boycotté la 1<sup>ère</sup> réunion du CDEN,

Monsieur le Préfet,

Après les syndicalistes d'Air France et le 8 de Goodyear, c'est notre camarade de la CGT, Joël Moreau, qui a été placé en garde à vue comme un terroriste lundi dernier. Il a été condamné à 700 euros d'amende pour avoir utilisé des slogans de mai 1968 et interpellé le Premier Ministre avec des mots pour lesquels Brassens, Balavoine et d'autres seraient donc en prison.

La loi « El Khomri » même si elle a changé de nom est toujours aussi scélérate. Une loi qui facilite le licenciement alors que le chômage continue d'augmenter, expliquez-nous.

C'est pourquoi, les organisations syndicales, étudiantes et lycéennes appellent à des actions mercredi 9 mars 2016 pour le retrait pur et simple de cette loi.

Monsieur le Président du Conseil Départemental,

Le RSA est un droit. Du bénévolat obligatoire pour toucher un revenu, cela devient un travail.

Alors chiche, développez l'emploi dans notre département.

Dans un deuxième temps, pour vous rattraper, vous avez indiqué que chanter dans une chorale ou jouer dans un club de football permettrait de toucher le RSA. Demandez donc à Cristiano Ronaldo de jouer au Réal Madrid pour le montant du RSA.

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Vous préparez la rentrée 2016 qui, avec les propositions que vous faites, sera une nouvelle fois catastrophique, 100 fermetures pour 70 ouvertures.

**Dans les écoles**, les 30 postes attribués par le Ministère sont largement insuffisants.

Pour gérer cette misère, vous prétendez qu'à l'école maternelle les absences sont si nombreuses qu'on pourrait empiler les élèves, que les élèves sont dans les meilleures conditions d'apprentissage dans une classe PS-MS-GS-CP-CE1 de 28 élèves.

Vous faites du chantage aux maires, en fermant des classes alors que les repères sont dépassés, pour les obliger à créer des RPI.

Vous créez 15 postes de remplacement, goutte d'eau alors que depuis 2011 trois fois plus de postes ont été détruits. D'ailleurs le remplacement est tellement catastrophique cette année scolaire que vous osez demander aux maîtres E et aux rééducateurs de faire des remplacements.

Comment sera prise en charge la difficulté complexe et durable si les collègues des RASED deviennent remplaçants ? Pour le remplacement, il aurait fallu recruter 7 PES sur la liste complémentaire.

L'embauche de contractuels, même si la FSU est contre ce type de contrat, comme dans d'autres académies permettrait de parer au plus pressé.

La FSU continuera à demander des créations de postes en nombre suffisant

- pour qu'aucune classe n'ait plus de 25 élèves, 20 élèves en éducation prioritaire et 15 élèves en TPS/PS
- pour redonner vie aux RASED
- pour soulager les enseignants référents
- pour assurer le remplacement dès le 1<sup>er</sup> jour et dans toutes les classes
- pour décharger les directeurs des écoles de moins de 4 classes
- pour que la scolarisation des moins de trois ans soit effective partout où il y a des demandes
- pour que toutes les écoles qui en font la demande bénéficient du dispositif Plus de Maîtres que de Classes

**Dans les collèges**, la rentrée 2016 qui se prépare, elle sera celle de l'hypocrisie.

L'hypocrisie d'une réforme imposée au pays et qui, sûre de son bon droit idéologique, prétend réduire les inégalités et combattre l'échec scolaire.

L'interdisciplinarité serait un des remèdes. Nos élèves se passionneront donc pour le régime alimentaire de Madame Bovary, s'inquiéteront de savoir s'il était équilibré, à quelle dose l'ingestion d'arsenic s'avère dangereuse ... Mais tout occupés à ceci, est-ce que les élèves auront encore l'énergie de faire un peu de place à Flaubert ? Leur enseignant aura-t-il encore le temps de les introduire à l'insondable et si actuelle bêtise humaine tant explorée par l'auteur, de leur faire lire et sentir l'ironie de son style ? Ce n'est pas l'objet d'une réforme qui ne cherche plus à donner aux élèves des réponses à des questions qu'ils ne se poseraient pas spontanément. Son principe est en effet d'affaiblir leur formation disciplinaire, dont seule la solidité pourrait permettre d'ouvrir leur esprit, de les inciter à la réflexion, de les rapprocher de la culture.

Cette réforme n'est pas ce qu'elle prétend être, elle n'est pas celle qui sortira les élèves les plus démunis de l'ornière, elle est celle qui les renvoie à leur assignation sociale. Ce constat glaçant nous devons l'apprécier à l'aune de la réalité de notre département, où une majorité d'élèves sont issus des classes sociales défavorisées. Et l'on devine déjà que ce sont eux qui paieront le prix de cette réforme.

Une autre réforme, simple et tangible, serait pourtant à faire, qui commencerait par réduire le nombre d'élèves par division. Rappelons ici notre revendication de 24 élèves par classe et 20 en collège d'Education Prioritaire. Ce n'est évidemment pas à l'ordre du jour de cette préparation de rentrée. Et puisqu'on a bien compris que l'hypocrisie nous gouverne, nous ne pouvons que dénoncer ce qui se prétend être un accompagnement de la difficulté sociale en ramenant le seuil d'ouverture de classe à 28 pour des établissements comme Forlen, Anne Frank ou Joliot Curie.

Nous demandons pour ces établissements, à minima, un retour à la typologie 26 et non ce que nous supposons être le prélude à un alignement sur la typologie 30. Car nous gardons en bonne mémoire la tentative, avortée, d'infliger à Reber et Mermoz une typologie 26 et voyons bien vers quoi ce mouvement nous mène ... Ce n'est pas vraiment ce que nous attendons d'un accompagnement de la difficulté sociale digne de ce nom. Ce dernier devrait par ailleurs amener à s'interroger également sur la situation de Jules Verne ou de Charles Péguy.

Plus généralement, des maigres données que nous avons à disposition pour ce CTSD, nous inférons que l'on va davantage entasser les élèves dans un moindre nombre de divisions. En tous cas ce dernier fond deux fois plus vite que ne reculent nos effectifs ! On peut de même calculer que 23 % des divisions de ce département sont en passe d'atteindre le seuil qui leur est assigné par la typologie. Pour les établissements de l'Education Prioritaire ce taux est même de 44 %. Et encore, cela repose sur des prévisions d'effectifs qui laissent parfois songeur. La transposition des effectifs constatés à la rentrée 2015 dans le nombre de divisions que l'on semble prévoir pour la rentrée 2016 donnerait 28 % de divisions proches de ce seuil ! Rappelons-nous ici à nouveau la structure de notre population scolaire.

Certes, en sortant notre plus grosse loupe, on peut constater une toute légère progression du h/e. Mais ce n'est valable que si l'on raisonne en globalité. Si l'on se place au niveau des établissements, la moyenne de leur h/e est identique à celle de l'an passé. Autant dire que nous stagnons au très faible niveau atteint depuis maintenant plusieurs années. On peut également s'interroger sur la pérennité de la dotation de rééquilibrage, dont le nom et la présence nous font comprendre que les nouvelles modalités de calcul des DHG tirent ces dernières vers le bas. Si ce gouvernement a une ambition pour l'école, c'est sans doute dans la communication qu'il faut la chercher, pas dans les moyens budgétaires attribués aux établissements, dont il est si commode de penser qu'ils sont secondaires. Un dernier mot sur les conditions de tenue de ce CTSD. Nous nous retrouvons un mois et demi après la notification des DHG aux établissements, plusieurs semaines après la remontée des TRMD par les chefs d'établissement. Les éléments mis à notre disposition sont lacunaires : pas de communication du nombre de divisions par niveau notifiées aux établissements, absence de la répartition détaillée des heures statutaires et des IMP, absence de la répartition détaillée des moyens accordés au titre des LV, absence de la répartition détaillée des moyens pour l'Education Prioritaire ... Devons-nous en conclure que le dialogue social dans ce département est à l'image de la façon de gouverner du 1<sup>er</sup> Ministre ?

**Notre École, malgré l'investissement de grande qualité de l'ensemble des personnels, n'a plus les moyens de répondre aux difficultés des élèves du XXI<sup>ème</sup> siècle. La FSU continue de porter l'ambition de la réussite pour tous. Des solutions existent, il manque juste le courage de décider de les mettre en œuvre. Au-delà des annonces médiatiques, l'école doit redevenir un investissement d'avenir et non une charge pour la société.**